

**Union européenne - Consultations
citoyennes - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes avec le
quotidien "Le Parisien"**
(Paris, 25 octobre 2018)

Q - Que reprenez-vous globalement de ces consultations citoyennes ?

R - D'abord, la force des attentes de nos concitoyens vis-à-vis de l'Europe. Ils ont pu émettre des critiques, mais je n'ai pas senti d'indifférence, ni d'envie de tourner le dos. Et l'objectif n'était pas de dire à quel point l'Europe était formidable !

Q - Quels sont les grands thèmes qui sont le plus fréquemment revenus ?

R - En premier lieu, il y a eu la question de l'Europe sociale, avec un agacement des Français face au dumping social. J'ai entendu la satisfaction de ce qui a été fait depuis un an, avec notamment la révision du régime des travailleurs détachés, mais en même temps il y a une attente pour que nous fassions beaucoup plus. La lutte pour l'environnement et contre le réchauffement climatique, ainsi que les questions de santé sont aussi des thématiques qui ont émergé progressivement durant ces six mois.

Q - Comment être sûre que seuls des militants pro-européens n'aient pas participé ?

R - On entend beaucoup les eurosceptiques qui parlent fort, mais globalement les Français ont envie d'Europe. Nous n'avons pas voulu que le gouvernement organise lui-même les consultations : ce sont des acteurs de terrain qui s'en sont chargés, principalement des élus locaux, des chambres de commerce, des agriculteurs, des associations, etc. Il y a eu des consultations dans des endroits où l'on ne parle pas spontanément de l'Europe, par exemple à la prison des Baumettes ou aux Restos du cœur.

Cela nous intéressait de savoir ce que les Français les plus divers avaient envie de dire sur l'Europe. Cela ne peut pas être un échantillon 100% représentatif, mais chacun était libre d'y participer et j'ai rencontré des participants parfois très eurosceptiques ou très critiques de l'UE.

Q - Quelles ont été ces principales critiques ?

R - Beaucoup ont parlé d'une Europe qu'ils connaissaient mal ou qui leur paraît trop lointaine. J'ai ressenti un agacement ou une frustration et beaucoup d'actions de l'UE restent méconnues.

Par exemple, les bénéficiaires des Restos du coeur ne savent souvent pas qu'un quart de leurs repas sont financés par l'Europe. Des craintes ont aussi été exprimées en lien avec l'actualité européenne, par exemple pour les pêcheurs bretons sur le Brexit. À côté des soucis du quotidien, j'ai aussi été frappée par de nombreuses interrogations sur le destin de l'Europe, notamment concernant la défense ou la sécurité. Beaucoup de Français m'ont ainsi parlé d'une armée européenne. Le sujet de l'harmonisation fiscale a aussi été souvent mentionné, avec l'idée qu'il n'y ait plus de différence de taux d'imposition d'un pays à un autre.

Q - Y a-t-il eu des thèmes différents selon les pays européens ?

R - J'ai constaté, par exemple, que l'immigration n'était pas le thème dominant en France, alors que cela a pu l'être dans d'autres pays, comme en Autriche. Ce qui ne veut pas dire pour autant que ce n'est pas une préoccupation des Français. J'ai aussi été très frappée par l'inquiétude de certains Européens de l'Est face aux ingérences étrangères, souvent russes. En revanche, je ne suis pas convaincue que le thème de l'Europe sociale ait été aussi présent dans les autres pays qu'il ne l'a été en France.

Q - Quels regrets avez-vous au moment de tirer le bilan de ces consultations ?

R - Je n'ai pas de regrets sur les thèmes évoqués car je n'avais pas d'a priori dessus. L'objectif était vraiment de savoir quelles étaient les priorités des Français et de nous aider à mieux réformer l'Europe. J'ai en revanche une insatisfaction liée au fait que la consultation en ligne n'a pas été assez promue. Les Français et les Européens ne se sont pas assez appropriés cet outil, alors même qu'on dit que l'action de l'Europe est mal connue. Je regrette aussi que deux pays se soient retirés du processus, à savoir la Hongrie et l'Italie après l'élection du nouveau gouvernement (NDLR : avec Matteo Salvini au ministère de l'intérieur). À l'origine, les 27 Etats de l'UE avaient accepté d'y participer.

Q - Qu'attendez-vous pour la suite ?

R - De nombreux participants se demandent "Qu'est-ce qu'on fait après ?" et comment poursuivre cette démocratie participative. C'est une question que nous nous posons et je pense qu'il faudra reconduire d'une manière ou d'une autre ces exercices démocratiques. J'attends désormais beaucoup des propositions du rapport final. Cette synthèse sera à la disposition de tous les partis politiques en toute transparence. Libre à chacun de s'en emparer pour la campagne des élections européennes./.